

## A la une / Contribution

Contribution (Liberte-algerie.com)

# Baisse des recettes de SONATRACH, rationalisation des choix budgétaires et LFC 2015

La loi de finances complémentaire LFC2015 a été étudiée en Conseil des Ministres ce mois de juillet 2015 sous forme de projet d'ordonnance. Face à la baisse des recettes d'hydrocarbures, cette LFC2015 pourra-t-elle être une réponse pour éviter les impacts de la chute des cours du pétrole en 1986 sur la société algérienne : crise financière, crise économique, crise sociale et crise politique, cessation de paiement fin 1993 et rééchelonnement en 1994.

### 1.- Evolution des exportations et importations 2008 à juin 2015

Selon les données officielles, les exportations globales en 2008 de 79,298 dont 1,97 (hors hydrocarbures - HH) ; en 2009 de 45,194 dont 1,066 -(HH)- au moment de la crise de 2009 ; en 2010 57,053 , dont 1,526,(HH) ; en 2011 de 73,489 dont 2,06 (HH) ; en 2012 71,866 dont 2,06 (HH) ; en 2013 de 64,974 milliards de dollars dont 2,16 (HH) et en 2014 62,956 dont 2,81 (HH) donc restant à SONATRACH 59,75 milliards de dollars. Les exportations ont assuré selon les statistiques douanières -CNIS- la couverture des importations à hauteur de 71% durant le 1er semestre 2015 contre 111% à la même période de l'année précédente. Les exportations des hydrocarbures, qui ont représenté près de 94% des ventes extérieures du pays, ont été évaluées à près de 18,09 mds usd contre 32,14 mds usd durant la même période de 2014 (-43,71%). Or le cours moyen 2014 ( le prix du gaz étant indexé sur celui du pétrole) a été de 90 dollars en moyenne. Au cours de 60 dollars, et sous l'hypothèse d'un même volume d'exportation, la recette de SONATRACH serait de 39,83 milliards de dollars contre une prévision initiale de 66 milliards de dollars. Au cours de 55 dollars, les recettes de SONATRACH s'élèveraient à 36,56 milliards de dollars. Je précise qu'il faille déduire 25% de charges (salaires et amortissement) ce qui donnerait dans l'hypothèse de 60 dollars environ 29,87 milliards de dollars restant à SONATRACH et dans l'hypothèse de 55 dollars 27,42 milliards de dollars. Les exportations hors hydrocarbures sont marginales ayant représentées en 2014 selon le CNIS 4,46% du volume global des exportations soit l'équivalent de 2,81 milliards de dollars et de janvier à juin 2015, elles ont été de 1,19 mds usd (6,18% du volume global des exportations). Comment dès lors combler le déficit de la fiscalité hydrocarbures sans pénaliser les activités productives, quel sera l'arbitrage ? Pour les importations de biens, à prix courants, selon les statistiques officielles douanières, elles ont évoluées ainsi : 38,479 en 2008 ; 39,294 en 2009 au moment de la loi de finances complémentaire instaurant le crédit documentaire le CREDOC et la règle des 49/51% ; 40,472 en 2010 ; 46,453 en 2011 ; 47,490 en 2012 ; 55,028 en 2013 et 58,330 en 2014. Durant les six premiers mois de l'année 2015, les importations, sont estimées à 27,07 mds usd contre 30,07 mds usd durant la même période de 2014. Selon la banque d'Algérie les services ont représentés en 2013 10,77 milliards de dollars donnant un total des importations de biens et services de 65,76 milliards de dollars en 2013 et 11,70 milliards de dollars avec un total d'importation de biens et services de 71,14 milliards de dollars pour 2014, étant les sorties de devises sans les transferts légaux de capitaux. En nous en tenant uniquement à la balance commerciale, selon le CNIS, de janvier à fin, juin 2015, la balance commerciale de l'Algérie a enregistré un déficit de 7,78 milliards de dollars (mds usd) contre un excédent de près de 3,2 mds usd à la même période de 2014. Mais pour 2015, la majorité des secteurs n'ont eu leur budget que vers début mai 2015 et l'on devrait s'attendre à un déficit commercial plus important entre juillet et décembre 2015 C'est que l'appareil productif algérien est en déclin, le secteur industriel représentant moins de 5% du produit intérieur brut, et sur ces 5%, environ 95% sont des PMI/PME peu innovatrices et que selon l'ONS 83% de

l'activité économique est constituée de petits commerce-services à très faible valeur ajoutée. Comment le Ministère de l'énergie fera pour avoir programmé 100 milliards de dollars d'investissements entre 2015/2020 ? Comment continuer à fonctionner sur la base de 110/120 dollars le baril - budget de fonctionnement et d'équipement et continuer à verser des salaires et traitements sans contreparties productives sans accroître les tensions budgétaires? C'est que 90% des importations sont incompressibles si l'on veut éviter d'arrêter brutalement machine économique, devant donc lutter contre les surfacturations.

## **2.- Incidences sur le fonds de régulation des recettes et le niveau des réserves de change**

Le fonds de régulation des recettes a fortement baissé chutant à 3.916,5 milliards de dinars à fin mars 2015 soit 40 milliards de dollars au cours de 98 dinars un dollar contre 4 488,1 milliards à fin décembre 2014 et 5 088,6 milliards à fin mars 2014 et ce pour couvrir le déficit budgétaire estimé au premier trimestre 2015 à 476,8 milliards de dinars contre 432,3 milliards de dinars au premier trimestre de l'année 2014. Au cours de 98 dinars un dollar, le fonds de régulation des recettes pourrait s'établir au 31/12/2015 à 30,61 milliards de dollars alors que le déficit budgétaire de la loi initiale dépassait 44 milliards de dollars. Sans rationalisation des choix budgétaires, il fondra fin 2016. Quant aux réserves de change via la rente des hydrocarbures, qui tiennent la valeur officielle du dinar, si ces réserves tendaient vers zéro, cela contraindrait le gouvernement à une très forte dévaluation du dinar et sur le marché parallèle l'euro s'échangerait à 300/400 dinars. Ces réserves étaient évaluées à 193,3 milliards de dollars à fin juin 2014, à 185,273 milliards de dollars à fin septembre 2014 et de 178,9 milliards de dollars à la fin décembre 2014, soit 15,6 milliards de dollars de moins que les 193,3 milliards de dollars enregistrés fin juin 2014 et à environ 160 milliards de dollars fin mars 2015. Cela s'explique certes par le rachat de Djeezy mais surtout par la cadence des importations de biens et services, la chute du cours du pétrole et également de la dévalorisation monétaire d'une partie des placements effectués en euros du fait de sa dépréciation par rapport au dollar. Le dernier rapport de la banque d'Algérie pose un véritable problème dans l'interprétation des données. Rappelons, qu'une grande fraction des réserves sont placées à l'étranger (environ 83%) tant en bons de trésor américains, en obligations européennes et dans des banques privées internationales cotées dites AAA, ayant permis, fonction de la durée du placement et les variations des taux des banques centrales, des intérêts entre 3 et 4,5 milliards de dollars annuelle. Mais comment expliquer la baisse du solde de la balance de paiement entre janvier et fin mars 2015 de 8 milliards de dollars et le rapport de la banque d'Algérie donne une baisse des réserves de 18 milliards de dollars, soit une différence de 8 milliards de dollars. Les placements des réserves en obligations européennes avec la dépréciation de l'euro par rapport au dollar sont -elles la seule explication, la fraction en bons de trésor américain ayant subi parallèlement une appréciation, la banque d'Algérie devant nous donner les parts par pays (en dollars-euros-livre sterling, yen) placées à l'étranger pour avoir une appréciation objective. Au vu du montant des importations même compressé au rythme modéré de 20 à 25 milliards de dollars à compter du 2 avril 2015, au cours moyen de 60 dollars les réserves de change devraient clôturer au 31/12/2015 entre 140/145 milliards de dollars et beaucoup moins aux cours de 55 dollars, nous aurons un montant entre 135/140 milliards de dollars au vu des prévisions des importations, pouvant s'épuiser entre 2019/2020, sauf endettement extrieur. Précisons que ces réserves, non compris les 173 tonnes d'or d'une valeur monétaire d'environ 7 milliards de dollars au cours actuel, incluent le quote-part au Fonds monétaire international de 1,96 md de DTS (près de 3 milliards de dollars), s'ajoutant à la décision de l'Algérie en octobre 2012 de participer à l'emprunt lancé par le FMI avec un montant de 5 milliards de dollars.

## **3.-Incidences macro-économiques : taux de croissance et taux d'inflation**

Le taux de croissance se calcule par rapport à la période précédente. Ainsi un taux de croissance élevé en 2015 par rapport à un taux de croissance faible en 2014, donne cumulé un taux de croissance relativement

faible. En Algérie, les segments hors hydrocarbures dont le BTPH, les subventions aux entreprises sont irrigués à plus de 80% par la rente des hydrocarbures, les entreprises véritablement autonomes vivant en partie sur l'autofinancement représentent moins de 20% de la valeur ajoutée globale. C'est dans ce care qu'il faille situer les indicateurs officiels pour qui la croissance économique prévue est de 3,8% contre 3,4% initialement, avec une part hors hydrocarbures de 5,1%, contre 4,3% dans la loi de finances initiale. Une croissance de 8/9% sur 7/8 ans reposant sur les segments productifs est nécessaire sinon, il ne peut y avoir de création d'emplois à valeur ajoutée qui permet de maintenir la paix et la cohésion sociale, une Nation ne pouvant distribuer plus que ce qu'elle crée de richesses. Selon les données officielles de l'ONS, la population active fin 2014, au sens du BIT, est de 12 millions pour une population d'environ 39,5 millions. Pour les données disponibles de 2013, selon l'ONS, sein de la structure de l'emploi le BTPH représente 16,5%, l'industrie 12,6%, l'agriculture 9,5% et le commerce services (micros unités) 61,4% avec une dominance du secteur privé 58,9% de l'emploi total. Le nombre de salariés est évalué à 7.393.000 dont 3.508.000 non permanents et 3.785.000 permanents. Le salariat est la forme dominante et touche 65,3% des personnes en activité, minimisant certainement le poids de la sphère informelle qui représente 50% de la superficie économique. La tertiarisation de l'économie et l'administration est dominante (emplois rente) et la productivité du travail est une des plus faible au niveau du bassin méditerranéen, l'Algérie selon un rapport de l'OCDE dépensant deux fois plus pour avoir deux fois moins d'impacts au niveau de la région MENA. Les raisons de la faiblesse d'entreprises compétitives publiques ou privées sont imputables à la bureaucratie paralysante, le foncier, le système financier et un système socio-éducatif non adapté. Aussi, l'application de l'abrogation de l'article 87 bis doit se faire d'une manière graduelle si l'on veut éviter l'accélération du processus inflationniste. Concernant le taux d'inflation, l'officiel a été le suivant : en 2008 : 4,5% ; en 2009 : 5,7% ; en 2010 : 5% ; en 2011 : 8,9% en 2012, 3,25% en 2013, 3,5 % en 2014. Il faut d'abord au préalable indiquer que le taux d'inflation se calcule par rapport à la période précédente et qu'un taux faible en 2015 par rapport à un taux élevé en 2014 donne un taux cumulé élevé devant analyser la répartition du revenu national et du modèle de consommation par couches sociales, le ménage ayant un revenu collectif de 50.000 dinars par mois n'ayant pas la même perception de l'inflation que celui qui perçoit 200.000 dinars et plus. Reconnaissons que pour l'instant l'inflation est comprimée transitoirement par des subventions et transferts sociaux (60 milliards de dollars soit 27/28% du PIB) toujours grâce aux hydrocarbures pour calmer le front social, sinon il dépasserait les 10% qui se répercuterait forcément sur le taux d'intérêt bancaire, comme en 1995/1996 où il était supérieur à 15%. Précisons que le dérapage du dinar officiel par la banque d'Algérie voile l'importance du déficit budgétaire, donc l'efficacité de la dépense publique et gonfle le fonds de régulation des recettes. Le taux de change pour un euro en 2001 était de 69,20 dinars et 77,26 dinars un dollar ; en 2005 un euro se cotait 91,32 dinars et 73,36 un dollar ; en 2010 nous avons 103 dinars pour un euro et 74 dinars pour le dollar ; en 2012, 102 dinars pour l'euro et 77 dinars pour le dollar ; en 2013, 105 dinars pour un euro et 79 dinars pour un dollar et depuis le 20 juillet 2015, le dollar se cote officiellement à plus de 100 dinars.

#### **4.- Quelles perspectives ?**

L'Algérie doit utiliser à bon escient ses réserves de change et a des potentialités afin de surmonter cette conjoncture difficile du fait du faible niveau d'endettement. Concernant l'endettement, grâce au remboursement par anticipation, la dette extérieure est passée de 22,70 en 2001 à 5,92 en 2008, 5,68 en 2009, à 5,68 en 2010, à 4,40 en 2011, 3,63 en 2012 et à 3,396 en 2013 et 3,666 milliards de dollars à fin 2014. Mais l'Algérie devra procéder forcément à des ajustements économiques et sociaux douloureux, si le pays veut éviter de revenir aux années 1990 et donc avec l'épuisement des réserves de change au FMI. - Gouverner c'est prévoir. Une mise à niveau de certains responsables s'impose afin d'éviter que leurs actions aient des effets dévastateurs pour l'avenir du pays, bloquant le développement réel, laissant seules les forces de sécurité et l'ANP confrontées à la population. Privilégiant les intérêts supérieurs du pays et non des intérêts personnels ou partisans, évitons de vendre des rêves en disant la vérité, rien que la vérité, sans sinistrose, ni autosatisfaction source de névrose collective et ce en prenant des décisions courageuses. Une plus grande

rigueur budgétaire s'impose. Mais l'austérité doit être partagée, renvoyant à la morale de ceux qui dirigent la Cité. L'exploitation de la crise peut apporter gros si elle est perçue comme un demi-mal et si elle permet d'approfondir les réformes structurelles, la réhabilitation du travail et de l'intelligence. Les batailles futures certes difficiles mais pas impossibles ayant d'importantes potentialités, pour le développement en Algérie face aux bouleversements géostratégiques mondiaux entre 2015/2025 qui s'annoncent irréversibles tant dans le domaine politique, militaire, économique qu'énergétique, seront conditionnées par la bonne gouvernance et la valorisation du savoir.

**Docteur Abderrahmane MEBTOUL**

**Expert International. Professeur des Universités en management stratégique**

**ademmebtoul@gmail.com**